

Initiatives ministérielles

[Français]

M. Gilbert Fillion (Chicoutimi, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais d'abord souligner un point positif qui a été soulevé par mon collègue du Parti réformiste. C'est une position que je partage d'ailleurs avec lui lorsqu'il a dit que sa position au niveau de l'éducation postsecondaire était que le gouvernement fédéral n'a pas à endetter davantage les étudiants dans ce domaine-là. Donc, il serait contre les moyens que l'on prendrait pour réduire les transferts aux provinces au niveau de l'éducation. J'espère que l'ensemble de son caucus partage les mêmes idées que lui.

Mon confrère a dit oui à la réforme, dans tous ses sens. Il nous dit en plus qu'avant de s'attaquer à la réforme, on devrait regarder également les dépenses des programmes. Je suis d'accord qu'au niveau des ministères, il y a beaucoup de programmes qui devraient être révisés. Par contre, avant de s'attaquer à une réforme des programmes sociaux qui s'adressent aux plus démunis et aux chômeurs, et c'est la question que je vais lui poser, est-ce qu'il ne serait pas bon de regarder les revenus que le gouvernement n'encaisse pas actuellement parce que les fiducies familiales ne font pas partie de ces revenus, parce que la TPS laisse échapper énormément d'argent, parce que des subventions sont accordées à des industries qui n'en auraient pas besoin? Ne pourrait-on pas s'attaquer, avant de faire cette réforme-là, aux revenus du gouvernement pour pouvoir les augmenter avec tout ce qui nous glisse entre les doigts?

[Traduction]

M. Gouk: Madame la Présidente, il existe certes des problèmes. Je suppose que le député faisait généralement allusion à des phénomènes comme l'économie souterraine et au fait qu'une bonne proportion des recettes que le gouvernement devrait percevoir disparaît tout bonnement. Il y a deux bouts à une échelle. On dit qu'au sommet de l'échelle, des gens profitent d'échappatoires fiscales pour éviter de payer leur juste part d'impôt et qu'à tous les échelons, du bas jusqu'en haut de l'échelle, des gens profitent de l'économie souterraine pour éviter de payer des taxes élevées, et surtout la TPS.

Ce sont des problèmes auxquels il faut vraiment nous attaquer. Une des solutions que nous examinons à cet égard consisterait à utiliser un système d'impôt uniforme sur le revenu. Il est intéressant de noter que l'un des modèles que j'ai examinés avait été conçu initialement par un député du Parti libéral. Il n'avait malheureusement pas suscité beaucoup de réaction à l'époque.

Nous avons imaginé un système grâce auquel nous nous assurerons que chacun paie sa juste part. Les seules déductions qui seront permises sont celles qui s'appliqueront à l'ensemble des contribuables d'un bout à l'autre du pays. Quant aux recettes que nous perdons au titre de la TPS et le reste à cause de l'économie souterraine, un des problèmes qui se posent, c'est que si nous imposons un trop lourd fardeau aux gens, ils en arriveront à trouver justifié d'éviter de payer les taxes dans tous les cas où cela est possible, et que c'est la chose à faire. C'est ce que nous avons constaté dans le cas des taxes sur les cigarettes dans l'Est, où les gens se vantaient ouvertement d'acheter des cigarettes dont les taxes n'avaient pas été acquittées. Les gens finiront par en avoir ras le bol.

Voilà quelques-uns des problèmes auxquels il faudra nous attaquer. Nous estimons cependant que la seule façon de remédier au problème du déficit, ce n'est pas d'aller chercher plus d'argent dans les goussets des contribuables ou de faire appliquer rigoureusement la TPS, mais de s'attaquer au problème du côté du gouvernement en tâchant de contenir les dépenses publiques. Nous devons réduire le besoin de recettes fiscales de la part du gouvernement. Nous devons nous attaquer au fardeau fiscal imposé aux contribuables de sorte qu'on ne les presse pas au point où ils chercheront la moindre échappatoire qu'ils puissent trouver, légalement ou autrement, pour éviter de payer leur juste part d'impôt.

● (1715)

M. Brent St. Denis (Algoma, Lib.): Madame la Présidente, c'est un privilège tout spécial pour moi que de pouvoir participer à ce débat. Je consacrerai le temps qui m'est accordé à décrire ce que le gouvernement a fait et compte faire pour aider les travailleurs plus âgés qui perdent malheureusement leur emploi à un âge où il n'est pas facile d'en trouver un autre.

Je voudrais d'abord dire que je fais énormément confiance au ministre du Développement des ressources humaines. Il a proposé un ensemble d'options qui feront date, à mon avis. Elles découlent de vastes consultations tenues plus tôt cette année et dont les résultats ont été présentés sous une forme facile à comprendre pour les Canadiens. Une fois le message bien passé et toutes les options parfaitement bien expliquées, je crois que les Canadiens appuieront en grand nombre les mesures que nous devons prendre pour asseoir nos programmes de sécurité sociale sur une base solide en prévision des années à venir.

Au cours des dernières semaines, j'ai eu la chance de participer à un certain nombre de tables rondes dans ma circonscription, Algoma, où j'ai rencontré un bon échantillonnage de la population pour discuter des effets possibles de ces options sur les gens de la collectivité et inciter ces derniers à faire connaître leur avis à cet égard. J'ai appris certaines choses qui m'ont bien impressionné. Toutefois, je n'en parlerai pas aujourd'hui, car les consultations ne sont pas terminées. En toute justice pour les participants, je voudrais d'abord leur remettre un résumé des réunions. Au début de décembre, je ferai part de leurs remarques, de leurs consensus et de leurs désaccords au comité permanent et au ministre.

J'ai eu le sentiment que les Canadiens étaient tous d'accord sur la nécessité d'améliorer notre façon de pourvoir aux besoins des défavorisés, de veiller à ce que les jeunes reçoivent une éducation satisfaisante et de prendre soin des travailleurs d'un certain âge qui se trouvent soudainement sans emploi. Je suis persuadé qu'on fera les bons choix lorsqu'on proposera une loi l'année prochaine.

Je veux parler plus particulièrement des hommes et des femmes qui ont consacré leur vie à bâtir notre merveilleux pays. Je sais que les députés seront d'accord pour dire que les travailleurs plus âgés méritent la même considération que les plus jeunes. Bien entendu, en général, ils ont beaucoup plus de mal à s'adapter au changement. C'est tout à fait compréhensible.

Dans le passé, un travailleur pouvait compter obtenir un emploi à la fin de son adolescence ou au début de la vingtaine et le garder jusqu'à la retraite. Malheureusement, les temps ont changé. Il en va de même du monde du travail. Notre pays fait